

SUSPENDREZ LA 5G TANT QUE SON INNOCUITÉ N'EST PAS DÉMONTRÉE

24 groupes de citoyens et de scientifiques font appel au gouvernement du Canada.

Les Canadiens ont le droit de dire «non».

Pour diffusion immédiate

le 14 mai 2020

Ottawa : Des scientifiques et des groupes de citoyens de partout au Canada demandent le droit de dire «non» à la 5G dans leur quartier. Vingt-quatre groupes canadiens se regroupent et demandent au gouvernement Trudeau un moratoire national sur le déploiement de la 5G, jusqu'à ce que les questions relatives à ses effets sur la santé humaine soient résolues.

« **Cela n'a rien à voir avec la Covid-19.** Tous les groupes qui lancent cet Appel condamnent les actes de violence comme les incendies de tours cellulaires », a déclaré l'un des organisateurs. « Le Comité permanent de la santé examine depuis plus d'une décennie les effets sanitaires négatifs des téléphones portables, des tours de téléphonie cellulaire et du Wi-Fi. Jusqu'à présent, les seules assurances que ce soit sans danger proviennent des entreprises de télécommunications qui en profitent, mais les scientifiques sont en désaccord avec ces dernières. »

« Les lignes directrices de Santé Canada de 2015 sur l'exposition aux rayonnements non ionisants (Code de sécurité 6) étaient obsolètes avant même leur publication, et le processus d'examen a été biaisé », a déclaré la Dre Meg Sears, PhD, présidente de *Prevent Cancer Now*, à Ottawa, l'un des groupes signataires. « Des centaines d'études publiées et revues par des pairs démontrent que les rayonnements radiofréquences (RF) peuvent notamment provoquer des cancers, endommager le sperme et l'ADN, ainsi que nuire à la reproduction, à l'apprentissage et à la mémoire. Nous devons limiter l'exposition du public et non l'augmenter. »

« Nous avons suffisamment de données pour classer les rayonnements RF dans le Groupe 1, 'cancérogène avéré pour l'homme' avec, par exemple, l'amiante et la fumée de tabac », déclare le Dr Anthony Miller MD, professeur émérite de l'École de santé publique Dalla Lana, de l'Université de Toronto, qui a collaboré avec le *Centre international de recherche sur le cancer* lors de l'examen scientifique réalisé en 2011. Le Dr Miller est signataire de l'Appel.

Des groupes de partout au Canada ont uni leurs forces pour demander que Santé Canada réalise pour la première fois une véritable évaluation complète et rigoureuse des effets des rayonnements RF sur la santé des Canadiens.

De nombreuses antennes micro-cellules 4G et 5G apparaissent sans préavis dans les quartiers résidentiels, certaines étant même installées sur des poteaux électriques à proximité des fenêtres des chambres d'enfants. Un tel mépris pour les conséquences potentielles sur la santé va définitivement à l'encontre des valeurs canadiennes.

« Les promoteurs préféreraient que nous n'entendions parler que des avantages - comme les milliards de revenus que la 5G est censée générer, mais personne ne prend en compte le fardeau économique lié à cette technologie », a déclaré Frank Clegg, ancien président de Microsoft Canada et PDG du groupe *Canadiens pour une technologie sécuritaire*.

« Les Canadiens méritent une analyse économique complète, portant notamment sur l'augmentation inavouée des coûts pour notre système de soins de santé, qui est particulièrement sous tension en ce moment. La perte de productivité due aux effets nocifs sur la santé; les atteintes à la sécurité et à la vie privée; une forte augmentation de la consommation d'énergie, des dommages à l'environnement; et les risques pour la sécurité et les biens devraient être pris en compte. Nous vivons dans un monde différent de celui d'il y a trois mois. Une telle analyse coûts-bénéfices classique pourrait ouvrir les yeux du public qui en paie le prix », a déclaré Clegg.

Jean Hudon, de la campagne québécoise *Stoppons la 5G*, résume: « Les Canadiens demandent au gouvernement du Canada d'imposer un moratoire sur les enchères du spectre 5G ainsi que sur le déploiement d'antennes microcellulaires jusqu'à ce que le Code de sécurité 6 ait été mis à jour et qu'une évaluation économique globale soit terminée. Le financement fédéral actuel devrait être consacré à développer une infrastructure de fibre optique robuste, qui n'a aucun impact négatif sur la santé. »

L'Appel demande à Ottawa de donner aux municipalités et à leurs citoyens un préavis approprié et une voix décisive sur l'emplacement des tours cellulaires et des antennes microcellulaires.

Pour consulter l'Appel : <https://www.appel5gappeal.ca/fr/index.php>

Pour de plus amples informations : Jean Hudon : contact@stopponsla5g.cqlpe.ca – 418-272-2931
Frank Clegg : media@c4st.org – Meg Sears PhD : 613 297-6042